

Brochure n° 3233

Convention collective nationale
IDCC : 1405. – EXPÉDITION ET EXPORTATION
DE FRUITS ET LÉGUMES

AVENANT DU 17 MAI 2019
À L'ACCORD DU 7 JUIN 2001
RELATIF AUX CONGÉS PAYÉS SUPPLÉMENTAIRES D'ANCIENNETÉ
ET À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 36 DE LA CONVENTION COLLECTIVE
NOR : ASET1951171M
IDCC : 1405

Entre :

ANEEFEL,

D'une part, et

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La convention collective nationale des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes du 17 décembre 1985 prévoit en son article 36 des congés payés supplémentaires d'ancienneté.

Cet article 36 a été modifié par l'article 4 *ter* de l'accord de branche du 7 juin 2001 sur la durée et l'aménagement du temps de travail étendu par arrêté du 6 décembre 2002.

Les partenaires sociaux conviennent d'annuler l'article 4 *ter* de l'accord de branche du 7 juin 2001 sur la durée et l'aménagement du temps de travail étendu par arrêté du 6 décembre 2002, *Journal officiel* 17 décembre, et de modifier l'article 36 de la convention collective nationale des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes du 17 décembre 1985 comme suit :

« Article 36

Les salariés bénéficient de congés supplémentaires en raison de leur ancienneté dans l'entreprise dans les conditions suivantes :

- 1 jour supplémentaire après 5 ans d'ancienneté ;
- 2 jours supplémentaires après 10 ans d'ancienneté ;
- 3 jours supplémentaires après 15 ans d'ancienneté ;
- 4 jours supplémentaires après 20 ans d'ancienneté ;

- 5 jours supplémentaires après 25 ans d’ancienneté ;
- 6 jours supplémentaires après 30 ans d’ancienneté.

Dans les entreprises ayant mis en place un dispositif de compte épargne-temps ou un plan d’épargne pour la retraite collectif (Perco) il sera possible au même titre que la 5^e semaine d’utiliser des congés payés supplémentaires pour ancienneté non pris pour alimenter un compte épargne-temps (CET) au titre de l’article L. 3151-2 du code du travail ou un plan d’épargne pour la retraite collectif (Perco) au titre de l’article L. 3334-8 du code du travail.

Les congés payés d’ancienneté non pris au même titre que la 5^e semaine, pourront également avec l’accord de l’employeur être donné à un autre salarié de l’entreprise qui assume la charge d’un enfant de moins de 20 ans atteint d’une maladie, d’un handicap, ou victime d’un accident d’une particulière gravité rendant indispensable une présence soutenue et des soins contraignants. Le don de jours de repos pourra également bénéficier au salarié qui est proche aidant au titre de l’article L. 3142-25-1 du code du travail.

Les congés payés d’ancienneté non pris au même titre que la 5^e semaine, pourront, en outre, être capitalisés en vue d’un congé sabbatique ou un congé pour création d’entreprise au titre de l’article L. 3142-120 du code du travail. »

Il est précisé que ce nouvel article 36 susvisé est applicable à l’ensemble des entreprises entrant dans le champ d’application de la convention collective nationale des entreprises d’expédition et d’exportation de fruits et légumes du 17 décembre 1985 fixé à l’article 1^{er}, ce qui inclut les entreprises de la 4^e gamme.

Fait à Paris, le 17 mai 2019.

(Suivent les signatures.)